

## Productions animales

# Conjoncture animale et végétale de janvier et février 2023

**Productions animales** - En filière laitière, la collecte fléchit fin 2022 en raison de la qualité des fourrages. Sur les marchés bovins viande, les cours sont stables tandis que les abattages sont en nette baisse depuis décembre dans le Grand Est. L'activité d'export d'animaux jeunes a néanmoins été dynamique sur la fin 2022. En porcins, les prix sont en hausse depuis le début de l'année en raison d'une offre limitée.

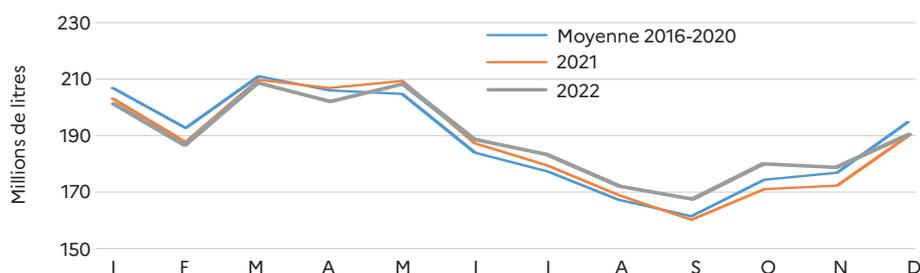
**Productions végétales** - Les cotations des principaux produits sont en repli du fait de la concurrence de l'export ukrainien et russe, ainsi que par le ralentissement de l'économie chinoise. Les parités monétaires pénalisent l'export français. Dans le Grand Est, les cultures se sont correctement implantées cet hiver, même si la sécheresse météorologique crée des inquiétudes pour la suite de la campagne.

### LAIT

Même si elle est comparable à celle du même mois de l'an dernier, la collecte laitière régionale totale de décembre est en baisse par rapport à la moyenne quinquennale, et ceci, pour la première fois depuis mai. En cause, principalement la mauvaise qualité du fourrage de la récolte de cette toute fin d'année. La collecte est ainsi stable en production

#### Graphique 1

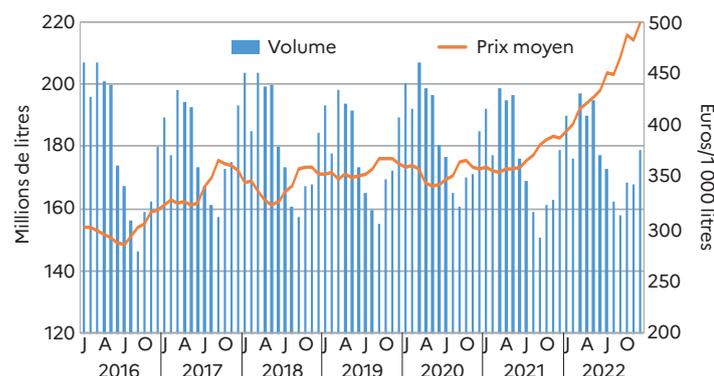
Livraisons de lait de vache dans le Grand Est



Source : FranceAgriMer

#### Graphique 2

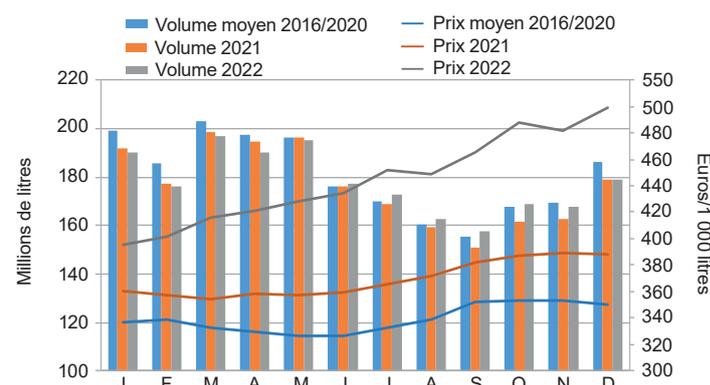
Volume et prix moyen du lait conventionnel dans le Grand Est depuis janvier 2016



Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière de 2016 à 2022

#### Graphique 3

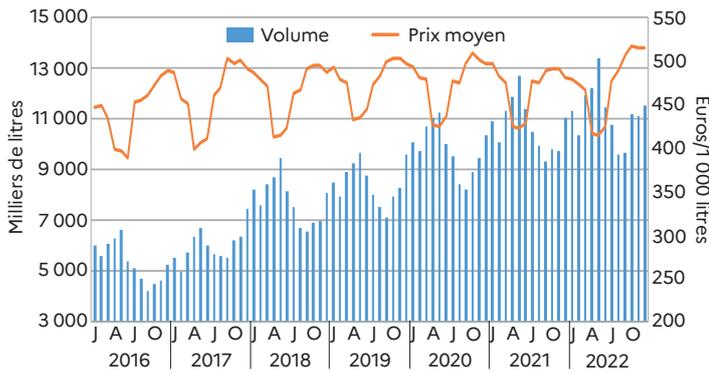
Evolution des livraisons et des prix du lait conventionnel



Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière

## Graphique 4

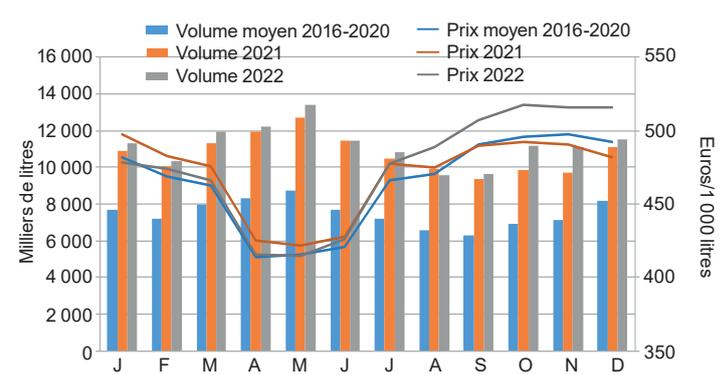
Volume et prix moyen du lait biologique dans le Grand Est depuis janvier 2016



Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière de 2016 à 2022

## Graphique 5

Evolution des livraisons et des prix du lait biologique



Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière

## Tableau 1

Livraison de lait biologique et conventionnel par département dans le Grand Est

	Départements										Grand Est
	08	10	51	52	54	55	57	67	68	88	
<b>Lait biologique</b> (milliers de litres)											
Janvier à décembre 2021	13 288	1 203	s	9 182	14 307	s	24 845	22 834	7 321	27 032	128 668
Janvier à décembre 2022	14 871	1 182	s	9 305	16 504	s	28 856	21 817	7 322	24 436	134 473
Evolution 2022/2021 (%)	11,91 %	-1,74 %	s	1,34 %	15,36 %	s	16,15 %	-4,45 %	0,01 %	-9,61 %	4,51 %
<b>Lait conventionnel</b> (millions de litres)											
Janvier à décembre 2021	237	59	s	251	230	s	281	204	95	385	2 117
Janvier à décembre 2022	244	60	s	254	230	s	283	205	86	392	2 132
Evolution 2022/2021 (%)	2,83 %	2,16 %	s	1,35 %	0,15 %	s	0,71 %	0,36 %	-9,29 %	1,65 %	0,75 %
<b>TOTAL</b> (millions de litres)											
Janvier à décembre 2021	251	60	s	260	244	s	306	227	102	412	2 245
Janvier à décembre 2022	259	62	s	263	247	s	312	226	94	416	2 267
Evolution 2022/2021 (%)	3,32 %	2,08 %	s	1,35 %	1,04 %	s	1,96 %	-0,13 %	-8,62 %	0,91 %	0,97 %

Source : FranceAgriMer - Enquête mensuelle laitière 2022

conventionnelle d'une année à l'autre, mais légèrement supérieure en biologique, avec + 4,6 %. Sur l'année, le total livré aux collecteurs dépasse de 1 % celui de 2021 (contre - 0,8 % nationalement) et de 0,5 % celui de la moyenne 2016/2020. Cette augmentation provient principalement de la filière biologique (+ 4,5 %), bien qu'il s'agisse de la plus faible croissance annuelle de ces cinq dernières années. En non convertie, la croissance est de 0,75 %, faisant suite à une année de recul. En janvier, la collecte conventionnelle est inférieure de 1 % à celle de janvier 2022, avec 188 millions de litres, mais nettement haussière en biologique, avec + 9 %, soit un volume de 12,4 millions de litres.

Le **prix** du lait conventionnel gagne encore 17 euros en décembre, à 498 euros les mille litres, concluant l'année 2022 sur une moyenne de 444 euros, soit 20 % de plus que l'an dernier. Quant au lait biologique, il termine l'année à 515 euros, comme en novembre, et à 474 euros de moyenne annuelle, 1 % de plus que l'an

dernier. L'écart entre les deux modes de production s'est ainsi réduit, passant de 100 euros en 2021 à 30 euros en 2022. En janvier, la rémunération du lait conventionnel reste inchangée, à 498 euros, et dans le même temps, celle du lait bio diminue de 4 euros, à 511 euros.

## BOVINS

En janvier 2023, les **cours** sont identiques (à 1 centime près !) à ceux de décembre 2022. Les cotations des femelles laitières comme allaitantes semblent avoir atteint un plateau après plusieurs semaines de recul. Il en est de même concernant les jeunes bovins, faisant suite à une hausse ininterrompue depuis plus d'un an. Cette stabilité se prolonge en février, quelque soit la catégorie d'animaux.

Les **abattages** de gros bovins en décembre reculent de 8,3 %, contre - 2,8 % nationalement par rapport au même mois de l'an dernier. Depuis janvier, le recul est de 4,4 %, soit 0,5 % de plus que le total national. En 2022, la baisse des abattages de vaches laitières

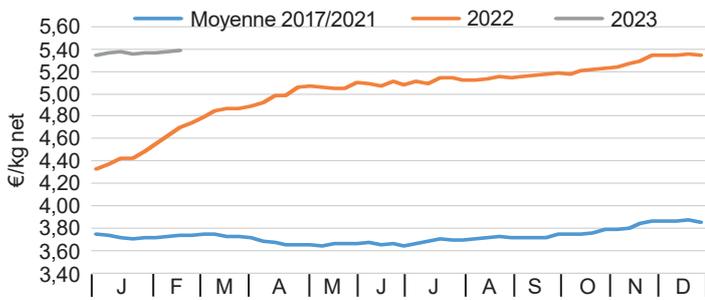
en région est de 7,6 %, contre - 2,2 % de total métropolitain. Quant aux réformes d'allaitantes, le repli est moins important en région : - 4,8 % contre - 5,6 %. Le repli entamé en septembre 2022 se poursuit en janvier, de 3,4 %, dont - 5 % de réforme de laitières et - 13 % d'ex-allaitantes.

Les **exportations** régionales de jeunes bovins ont été particulièrement dynamiques lors du dernier trimestre de 2022, en hausse de 40 % comparativement à la même période de l'an dernier. Ceci a permis de quasiment résorber le déficit cumulé sur les trois trimestres précédents, pour conclure une année 2022 en léger recul de 1,9 %. 43 % des brouards sont des femelles, catégorie marquée par le plus fort repli sur l'année, avec - 3,1 %.

## PORCINS

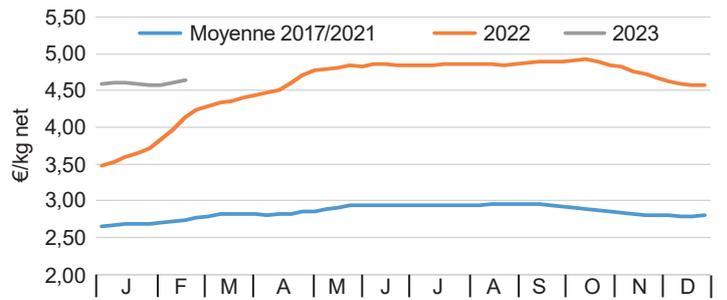
Après huit semaines de stabilité, les **cours** du porc charcutier repartent à la hausse en janvier, suite à une offre moyenne face à une demande également moyenne, mais un peu dynamisée par les habituelles opérations promotionnelles de janvier.

**Graphique 6**  
Cours du jeune bovin R



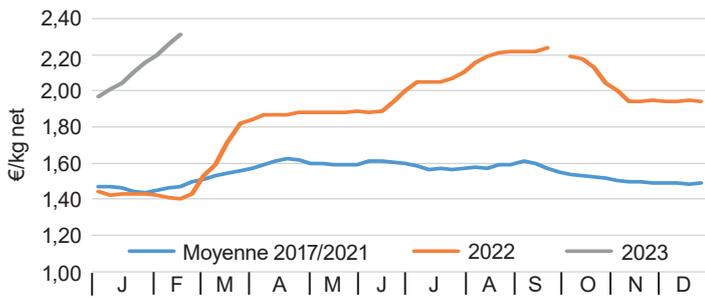
Source : FranceAgriMer - Cotations nationales

**Graphique 7**  
Cours de la vache P



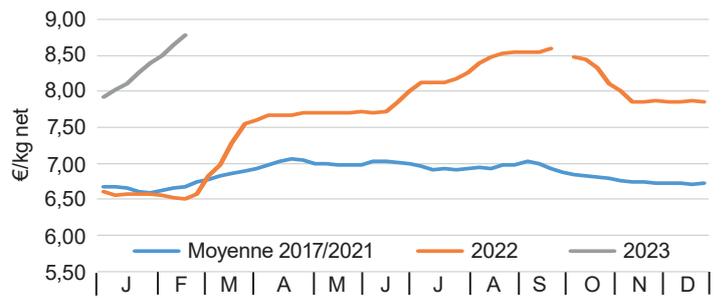
Source : FranceAgriMer - Cotations nationales

**Graphique 8**  
Cours du porc charcutier E + S puis E à partir d'octobre 2022



Source : FranceAgriMer (Hauts-de-France, Grand Est, Ile-de-France)

**Graphique 9**  
Cours de l'agneau R - 19/22 kg couvert



Source : FranceAgriMer - Cotations du bassin Nord-Est

**Tableau 2**  
Cotations animales de la région Grand Est

€/kg net	Janvier 2022	Février 2022	Moyenne 2 mois 2023	Moyenne 2 mois 2022	% évolution 2023/2022	% évolution 12 mois glissants
Jeune bovin R	5,37	5,38	5,38	4,49	19,7 %	28,3 %
Génisse R	5,41	5,42	5,42	4,48	21,0 %	25,1 %
Vache O	4,90	4,92	4,91	3,93	24,9 %	39,2 %
Vache P	4,60	4,60	4,60	3,74	23,2 %	44,1 %
Ovins	8,47	8,31	8,39	7,97	5,3 %	7,7 %
Porcins	2,03	2,23	2,13	1,43	49,5 %	31,0 %

Source : FranceAgriMer, cotations nationales pour bovins, Nord-Est pour ovins, RNM Lille pour porcins

**Tableau 3**  
Exportations régionales de jeunes bovins

	Mâles 6 à 12 mois	Mâles 12 à 18 mois	Femelles 6 à 12 mois	Femelles 12 à 18 mois	TOTAL
2017	8 905	3 762	6 374	4 855	23 896
2018	6 972	2 692	6 353	4 251	20 268
2019	7 673	3 163	6 547	4 564	21 947
2020	7 337	2 350	5 970	4 007	19 664
2021	8 656	3 030	5 611	3 409	20 706
2022	8 551	3 018	5 386	3 353	20 308

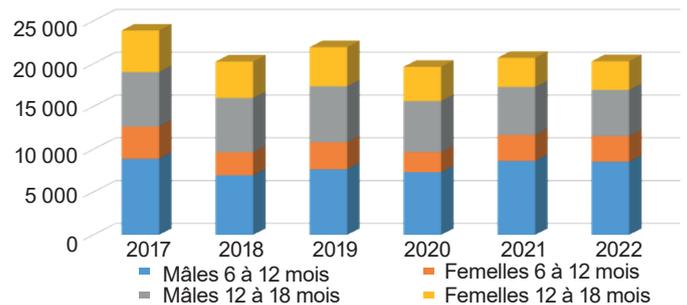
Source : SSP - BDNI

La croissance exponentielle s'accroît en février, avec une augmentation de 20 centimes (10 %) en un mois faisant suite à la hausse de 5 % le mois précédent. L'offre est insuffisante et les poids unitaires en baisse, les tonnages sont par conséquent face à une demande qui se maintient.

Le nombre de porcs charcutiers **abatus** régionalement en décembre est en léger repli comparativement à décembre 2021, de 3,6 %, à l'inverse d'une stabilité

nationale. Sur l'année, l'activité régionale est restée quasiment identique (- 0,5 % en unités comme en tonnage), contre respectivement - 1,9 % et - 2,4 % pour le total français. Alors qu'au niveau national, la baisse du nombre de porcs charcutiers en janvier se situe à - 8 %, en région, l'activité est au contraire en augmentation de 8 %.

**Graphique 10**  
Exportations de jeunes bovins de janvier à décembre



Source : SSP - BDNI

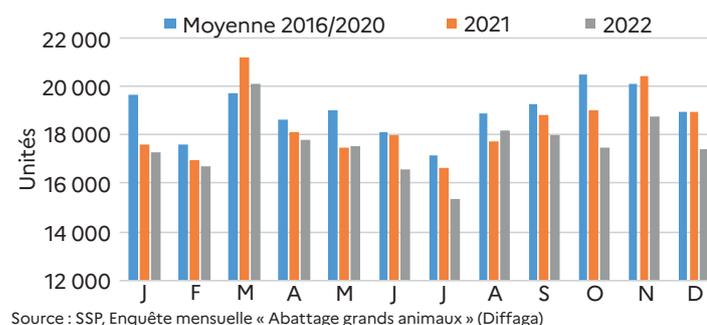
## OVINS

Les **cours** suivent la même tendance qu'en janvier 2022 : tout d'abord baissiers avec l'arrivée sur le marché des agneaux issus des agnelages de fin d'été ; puis en léger rebond avec une offre encore plus faible que la demande, elle-même peu présente. La situation change légèrement en février, l'offre est toujours limitée, mais la demande faiblit nettement, les

cours sont en recul comme habituellement à cette période de l'année.

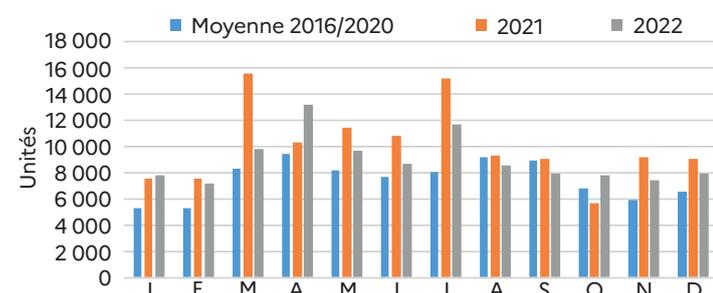
Les **abattages** d'agneaux en région continuent de décroître, avec - 12,4 % en décembre en comparaison avec décembre 2021. Sur l'année, la baisse se situe à 11 %. Ces reculs sont également notables nationalement, avec respectivement - 6,6 % en décembre et - 4,2 % en cumul 2022. Et le même niveau de baisse qu'en décembre se répète en janvier, soit - 12,4 %, comparable aux - 13 % nationalement.

**Graphique 10**  
Abattages gros bovins



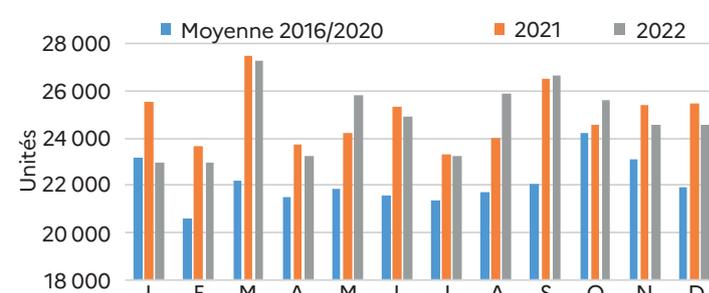
Source : SSP, Enquête mensuelle « Abattage grands animaux » (Diffaga)

**Graphique 11**  
Abattages agneaux



Source : SSP, Enquête mensuelle « Abattage grands animaux » (Diffaga)

**Graphique 12**  
Abattages porcs charcutiers



Source : SSP, Enquête mensuelle « Abattage grands animaux » (Diffaga)

**Tableau 4**  
Activité des abattoirs de la région Grand Est

	Décembre 2022		Cumul 2022		Evolution 2022/2021		Janvier 2023	
	Effectif	Poids abattu	Effectif	Poids abattu	% cumul unités	% cumul poids	Effectif	Poids abattu
<b>GROS BOVINS</b>	<b>17 394</b>	<b>6 516</b>	<b>211 105</b>	<b>79 497</b>	<b>- 4,4 %</b>	<b>- 4,3 %</b>	<b>16 661</b>	<b>6 325</b>
<i>dont bovins mâles de 12 à 24 mois</i>	6 488	2 739	79 072	33 397	- 1,5 %	- 1,6 %	6 084	2 585
<i>  bovins mâles de + 24 mois</i>	1 077	405	15 743	5 991	- 12,5 %	- 12,6 %	991	392
<i>  génisses de + 24 mois</i>	2 820	1 026	34 033	12 447	- 5,7 %	- 6,0 %	2 736	1 017
<i>vaches laitières</i>	4 469	1 385	49 270	15 202	- 7,6 %	- 7,5 %	4 293	1 344
<i>vaches allaitantes</i>	2 125	836	25 719	10 228	- 4,8 %	- 4,8 %	2 063	840
<b>OVINS</b>	<b>8 021</b>	<b>159</b>	<b>110 702</b>	<b>2 260</b>	<b>- 10,2 %</b>	<b>- 9,3 %</b>	<b>6 957</b>	<b>138</b>
<i>dont agneaux</i>	7 882	155	107 533	2 164	- 10,7 %	- 9,9 %	6 797	133
<b>PORCINS</b>	<b>25 146</b>	<b>2 327</b>	<b>306 938</b>	<b>28 213</b>	<b>0,0 %</b>	<b>- 0,4 %</b>	<b>25 307</b>	<b>2 375</b>
<i>dont porcs charcutiers</i>	24 538	2 312	297 617	27 872	- 0,5 %	- 0,5 %	24 746	2 352

Source : SSP, Enquête mensuelle « Abattages grands animaux » - BDN1

Unités : effectifs en nombre de têtes et poids en tonnes équivalent carcasse

# Productions végétales

## GRANDES CULTURES

### Cotations

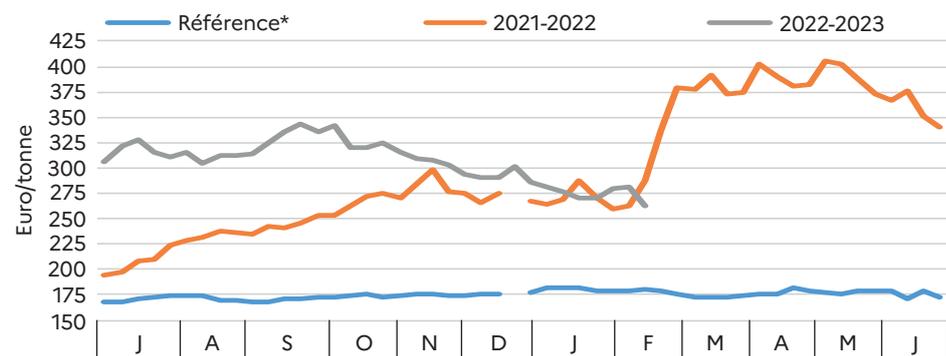
La baisse des cours initiée depuis novembre se poursuit en janvier jusqu'à atteindre un plus bas le 23 avant de varier de quelques euros à la hausse ou à la baisse en février. L'origine mer Noire reste très compétitive, contrairement aux productions européennes, pénalisées par un euro fort par rapport au dollar, atteignant un maximum d'1,1 \$. L'allègement des restrictions sanitaires chinoises qui doit permettre une relance de l'économie du pays (et donc une relance des achats) entraîne en parallèle des « auto-confinements » de la part d'une partie de la population face à une épidémie toujours présente, contrariant la relance de l'activité économique du pays. Les exportations ukrainiennes sont naturellement inférieures aux volumes des années précédentes, mais à des prix très faibles. Seul frein aux exportations du pays, le ralentissement des contrôles des bateaux transitant par le « corridor humanitaire » quadripartite (Ukraine, Russie, Turquie et ONU). En France, les conditions de cultures sont favorables et les chiffres des exportations continuent d'être très élevés, avec une demande mondiale en nette hausse. A noter également sur la scène internationale les tensions entre les Etats-Unis et la Chine concernant les « objets volants ». En février, ce sont surtout les considérations climatiques qui pèsent sur les marchés : prolongation de la sécheresse en Argentine ainsi que de quelques épisodes de gel localement, manque de pluie en Europe de l'ouest, notamment en France, canicule en Inde, cyclone en Nouvelle-Zélande, tempêtes hivernales aux États-Unis... A ceci s'ajoute la poursuite du conflit à l'Est de l'Europe, avec un durcissement notable et la menace de ne pas renouveler le « corridor humanitaire » à partir de l'Ukraine dont l'échéance est prévue le 18 mars. Quant à l'euro, il baisse un peu, rendant l'origine française plus compétitive.

**Tableau 1**  
Cotations végétales régionales

	Janvier 2023	Février 2023	Moyenne 12 mois glissants		
			12 derniers mois	12 mois précédents	% variation
Blé tendre meunier	278,25	273,75	330,05	242,73	36,0 %
Orge de brasserie de printemps	302,00	295,50	376,82	290,71	29,6 %
Orge de brasserie d'hiver	293,75	272,75	349,96	268,46	30,4 %
Orge fourragère	249,50	245,00	295,83	222,08	33,2 %
Colza	560,00	552,75	697,79	614,44	13,6 %
Maïs	282,75	296,75	320,08	255,02	25,5 %

Source : Marché de Paris

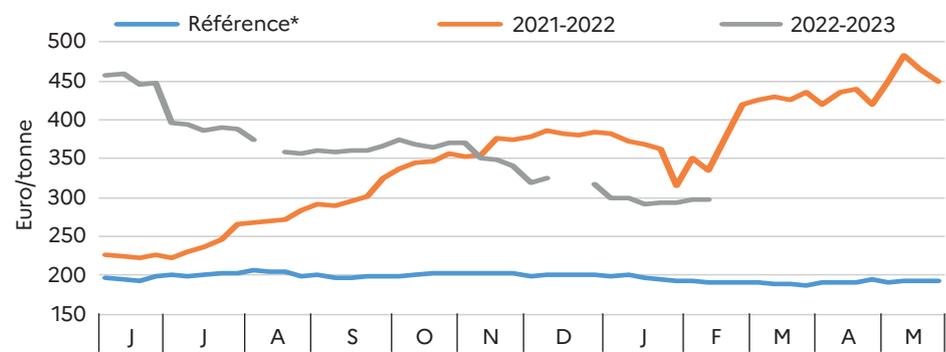
**Graphique 1**  
Cotation blé tendre meunier - Fob Moselle



Source : Marché de Paris

\*Moyenne des cinq dernières campagnes hors campagne précédente

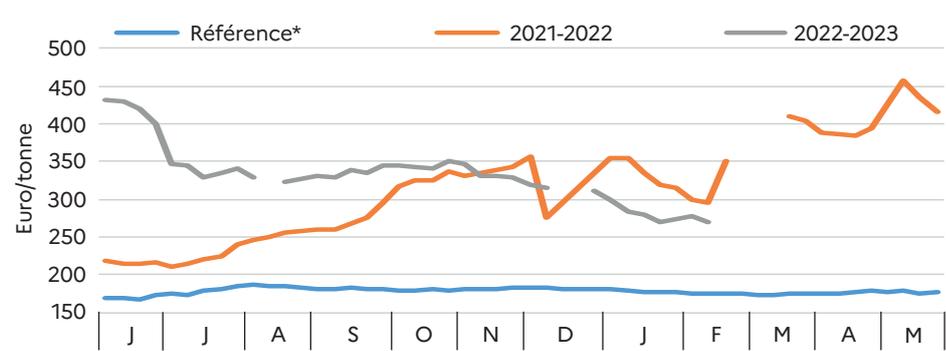
**Graphique 2**  
Cotation orge de brasserie de printemps - Fob Moselle



Source : Marché de Paris

\*Moyenne des cinq dernières campagnes hors campagne précédente

**Graphique 3**  
Cotation orge de brasserie d'hiver - Fob Moselle



Source : Marché de Paris

\*Moyenne des cinq dernières campagnes hors campagne précédente

## Blé tendre

En janvier, les exportations russes atteignent des records, profitant d'un rouble en baisse par rapport à la monnaie européenne et d'une production historique. Les productions sont annoncées importantes en Inde et records en Australie, et les stocks mondiaux en hausse. A l'inverse, elles sont annoncées moins élevées que prévues en Ukraine.

## Orges fourragères

La future campagne française se présente correctement. Les cours bas favorisent les achats des fabricants d'alimentation du bétail (FAB) français. Parallèlement, la Chine semble revenir malgré tout aux achats. Mais la concurrence russe et australienne pèse nettement sur les volumes exportés.

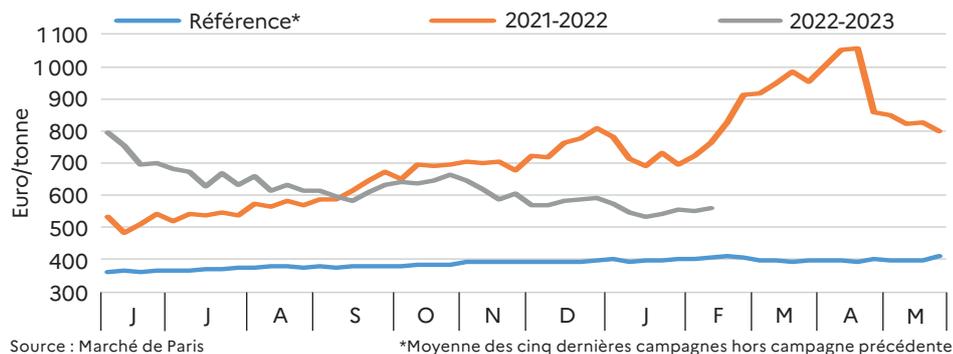
## Colza

En début d'année, les cours de la graine oléagineuse sont nettement en repli, avec une demande intérieure moyenne, que ce soit à destination alimentaire ou énergétique. Les cours suivent également la baisse du prix du pétrole (sous les 80 dollars le baril), du canola canadien, du soja états-unien et argentin. De plus, le projet du gouvernement allemand d'interdire à échéance 2030 toute incorporation de produits agricoles de première génération (dont le colza) dans les biocarburants fait craindre sur l'évolution future de la production du pays, et donc sur les prix. Actuellement, la moitié de la sole allemande de colza est à destination énergétique. Inversement, la demande française en biodiesel a nettement augmenté ces derniers mois avant de retomber en ce début 2023. La récolte devrait être record au Brésil. Les cours régionaux atteignent finalement une moyenne de 552 euros la tonne en février contre 728 l'an dernier. En France, la sole pour la prochaine campagne devrait encore s'accroître.

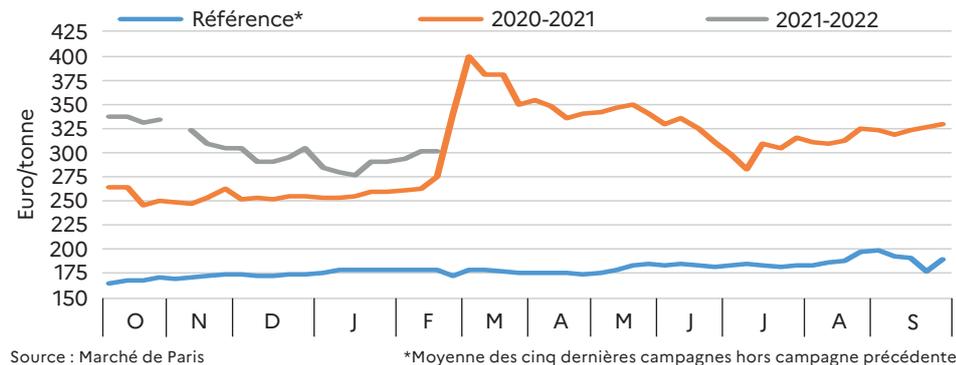
## Maïs grain

Comme pour les autres matières premières agricoles, les cours sont baissiers en janvier. La demande des FAB est faible, d'autres productions pouvant entrer dans la fabrication des aliments et la grippe aviaire restant très présente. La

**Graphique 5**  
Cotation colza - Fob Moselle



**Graphique 6**  
Cotation maïs - Fob Rhin



**Légende des graphiques 1 à 6 :** le prix Fob couvre tous les frais de transport jusqu'au lieu d'embarquement (bateau ou péniche), ainsi que sur le bateau (manutention, arrimage...).

tendance s'inverse en février avec un léger retour de la demande chinoise, un ralentissement des contrôles des bateaux partant d'Ukraine vers la Turquie et des pluies au Brésil retardant les semis.

## Conditions de culture : bon état des cultures en sortie d'hiver

Après un hiver globalement doux, l'absence de précipitations en février a suscité quelques inquiétudes, avant le retour des pluies en mars. Les céréales d'hiver sont bien développées cette année. Le cumul des températures, couplé à une bonne minéralisation automnale, ont favorisé la mise en place d'un nombre important de talles. La précocité est proche de l'année dernière en Champagne et en Alsace. En Lorraine, le développement est un peu plus avancé qu'en 2022. L'état sanitaire est correct. Les conditions de cultures sont bonnes pour les surfaces en blé de la région (100 % en Alsace, 99 % en Lorraine et 97 % en Champagne). La situation est similaire pour les orges d'hiver.

Les conditions de ressuyage des sols ont permis un semis plus précoce des orges de printemps, ce qui est favorable à un développement suffisant de la plante et de sa capacité de tallage. Ceci limite les risques d'échaudage en fin de cycle. Fin février, la majorité des semis d'orge de printemps est réalisée (96 % en Champagne et 85 % en Lorraine). Les parcelles semées les plus précocement sont en cours de germination. Les semis de pois de printemps débutent en Champagne dans des conditions sèches.

Suite à quelques difficultés d'implantation en l'absence de pluies favorables, la croissance des colzas a été ensuite dynamique et continue tout au long de l'automne 2022. Ainsi, même pour les parcelles levées tardivement, les biomasses sont correctes. De plus on constate assez peu de pertes de feuilles au cours de l'hiver. Fin février, les colzas repartent en végétation et la montaison s'engage dans une parcelle sur deux en Lorraine et dans 75 à 80 % des parcelles en Champagne-Ardenne et en Alsace. Côté ravageurs, malgré la présence généralisée de larves

d'altitude, l'infestation moyenne reste. Le vol des charançons de la tige du colza concerne l'ensemble de la région, mais les conditions fraîches et venteuses limitent l'activité de ponte.

## Pomme de terre : un contexte incertain

La filière pommes de terre du Nord-Ouest européen est en questionnement sur son avenir. Il est difficile de savoir comment évoluera la superficie de pommes de terre des pays du NEPG (Groupe des Producteurs de Pomme de terre du Nord-Est Européen, soit Belgique, Pays-Bas, Allemagne et France) pour la prochaine campagne. L'augmentation des prix des contrats et l'inconstance du marché des céréales pourraient conduire à une légère augmentation. Mais le contexte réglementaire actuel et le manque de terres à pommes de terre, notamment aux Pays-Bas et en Belgique ne sont pas favorables à un accroissement. On s'attend également à un transfert des surfaces destinées à la culture de plants ou de pommes de terre féculières vers la production de



Photo : Draaf Grand Est

variétés industrielles. La filière exprime des inquiétudes concernant la production de plants en 2023 et la disponibilité en 2024 avec un risque de hausse des prix à terme. Ce sont 5 000 hectares de production de plants dans la zone NEPG, au Danemark et en Écosse, qui pourraient être perdus. L'écart de valorisation et l'augmentation du risque de production, en lien avec la réglementation sur l'utilisation de pesticides, expliquent le désintérêt pour la production de plants. Le manque de réserves en eau suite à l'importante sécheresse de l'été dernier et le risque de connaître une nouvelle sécheresse sont également préoccupants, notamment dans le Sud de la zone NEPG, alors que la disponibilité et l'approvisionnement en eau d'irrigation sont déterminants.

La coopérative TEREOS a annoncé qu'elle recherche un nouvel acquéreur pour sa féculerie d'Haussimont dans la Marne. Cette décision intervient dans un contexte compliqué pour le secteur féculier national, qui connaît depuis plusieurs années des baisses de rendements et qui subit une concurrence européenne de la part des pays du Nord et de l'Est. Au niveau régional, la baisse des surfaces en pommes de terre de fécule devrait se poursuivre pour cette campagne. Ce sont près de 500 hectares qui ne seront plus consacrés à cette production par rapport à la campagne précédente soit une perte de 12 % de superficie.

## Betterave

Suite à un arrêt de la Cour de Justice de l'Union Européenne en date du 19 janvier 2023, l'utilisation dérogatoire d'insecticides néonicotinoïdes est devenue interdite. La filière betteravière craint donc cette année des pertes de rendement liées à la jaunisse virale, transmise via des pucerons. En 2020, première année sans protection néonicotinoïde, les rendements betteraviers du Grand Est avaient perdu 30 % sachant qu'une partie de ces pertes est imputable à la jaunisse, une autre à la sécheresse estivale, et une partie résulte de la conjugaison des deux effets.



Photo : Draaf Grand Est

Pour la campagne 2023 qui s'ouvre, cette actualité réglementaire aurait eu peu d'effets sur les décisions de semis réalisés fin mars-début avril. Les surfaces seraient en légère diminution (de - 2 % à - 5 % selon les départements).